



Dans une déclaration dont APA a obtenu copie samedi, le porte-parole adjoint de l'ONU, Farhan Haq a exprimé la préoccupation des Nations Unies pour la présidentielle de dimanche au Cameroun, où quelque 6,5 millions de électeurs sont appelés à élire un nouveau président de la République pour les sept prochaines années.

L'ONU appelle « toutes les parties prenantes à faire preuve de retenue avant, pendant et après les élections » de dimanche, a indiqué M. Haq.

Pour une élection réussie, tous les candidats ont été invités à « résoudre tout grief lié au processus électoral par les voies légales et constitutionnelles établies » au Cameroun.

Dans ce cadre, « le Secrétaire général (de l'ONU) condamne toute menace de violence ou tout acte d'intimidation par quelque groupe que ce soit et réitère que tous les griefs doivent être résolus dans le cadre d'un dialogue inclusif ».

Menace de violence ou acte d'intimidation

Au demeurant, « les Nations Unies sont prêtes à apporter un soutien à cet égard ». Cet appel des Nations Unies intervient dans un contexte sociopolitique tendu dans les régions anglophones du Nord-ouest et du Sud-ouest, marqué par des violences sécessionnistes ayant

fait plus de 700 victimes ces deux dernières années, selon un récent rapport d'Amnesty international.

A ce sujet, Elections Cameroon (ELECAM), l'organe chargé de la gestion du processus électoral a décidé de procéder à la délocalisation de 3000 bureaux de vote dans ces régions pour palier à des menaces sécuritaires.

Par ailleurs, dans un rapport publié mercredi dernier, International Crisis Group relève le risque de violences pré-et postélectorales dans cette région, mais aussi à Douala et Yaoundé, les deux plus importantes villes du pays.

Neuf candidats briguent la magistrature suprême au cours de ce scrutin présidentiel, dont le chef de l'Etat sortant Paul Biya âgé de 85 ans dont 36 passés au pouvoir, et dont des analystes présentent comme grand favori à sa succession.

APA
